

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse relatif à la session plénière¹**
- les 17 et 18 mars 2003, Bruxelles

I. OUVERTURE DE LA SESSION

1. Présentation des projets

- **d'articles 38 à 40 sur les finances de l'Union et**
- **de l'article 31 de la partie I, et d'articles de la partie II relatifs à l'espace de liberté, de sécurité et de justice**

Le Président présente, au nom du Praesidium, deux nouveaux groupes d'articles, ceux correspondant au titre VII de l'avant-projet de texte sur les finances de l'Union (Conv 602/03), et ceux relatifs à l'espace de liberté, de sécurité et de justice (Conv 614/03) qui font l'objet de l'article 31 de la partie I et d'un chapitre de la partie II. Il annonce la constitution d'un cercle de réflexion sur les questions de procédures budgétaires.

Le Président décrit brièvement le contenu de ces deux groupes d'articles et souligne que, pour la première fois, la Convention aborde la partie II à travers les articles sur l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

Il indique que les propositions d'amendements des Conventionnels qui seront parvenues au Secrétariat avant le mercredi 26 mars seront repris dans la note d'analyse que le Secrétariat établira à temps pour le débat en plénière.

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:
<http://european-convention.eu.int>.

La session plénière des 3 et 4 avril sera consacrée au débat sur les deux groupes d'articles.

2 Débat sur le projet d'articles 24 et suivants (doc. CONV 571/03 et 609/3) relatifs aux instruments de l'Union

Dans son introduction, le vice-président Amato a passé en revue les amendements présentés au projet d'articles, en soulignant que tout en proposant des modifications partielles, ils confirmaient l'approche générale choisie par le Praesidium.

Un large consensus a accueilli le type de simplification proposée par ce projet d'articles. La hiérarchie des normes, en ce compris la nouvelle catégorie des actes délégués, et les actes d'exécution, ainsi que la distinction entre actes législatifs et non législatifs ont été également favorablement accueillies.

Certains conventionnels ont proposé l'ajout au catalogue proposé d'un acte additionnel: la loi organique. Il s'agirait d'un instrument réservé notamment aux matières de nature constitutionnelle et aux ressources propres et qui serait soumise à une procédure où le Conseil et le Parlement décideraient avec des majorités renforcées. Quelques Conventionnels ont demandé d'y ajouter aussi la méthode ouverte de coordination, tandis que d'autres s'y sont montrés opposés. Certains conventionnels souhaiteraient que les accords sociaux puissent avoir valeur de loi-cadre.

Le premier paragraphe du projet d'article 25, qui fait de la procédure législative (ex-codécision) la règle générale pour l'adoption des actes législatifs, a fait l'objet d'un large consensus. En revanche le paragraphe 2 qui prévoit des exceptions à cette règle a été contesté par nombre de conventionnels qui estiment que le Conseil seul ne doit pas pouvoir adopter des lois et des lois-cadre. D'autres, tout en acceptant l'existence d'exceptions, souhaiteraient qu'elles soient bien précisées dans la Constitution. Certains pourraient accepter des exceptions dans la mesure où elles seraient transitoires. Quelques conventionnels ont suggéré que dans ce cas les actes devraient avoir une dénomination différente.

Le deuxième alinéa de l'article 25 relatif aux particularités de la procédure législative dans le domaine qui fait l'objet actuellement du troisième pilier ainsi que les articles 29, 30 et 31 dont le Praesidium n'a proposé que l'intitulé et qui sont destinés à couvrir les particularités des procédures dans les domaines de la PESC, la défense et l'actuel troisième pilier, ont fait l'objet de nombreuses interventions. Certains conventionnels ont considéré que ces particularités n'étaient pas opportunes. D'autres ont répondu en soulignant que pour eux la décision de supprimer les piliers était conditionnée au maintien de quelques particularités de procédure dans ces domaines.

Le principe de transparence des procédures conduisant à l'adoption d'un acte législatif a fait l'objet d'un large consensus. Quelques conventionnels ayant souligné que le Conseil devait siéger en public tout au long de la procédure législative, le vice-président Amato a précisé que telle était la portée que le Praesidium souhaitait donner à ce principe. L'introduction d'un principe de bonne rédaction des actes de l'Union a été proposée par un conventionnel.

Quelques conventionnels ont montré une certaine perplexité devant ce qu'ils ont perçu comme une nouveauté: la possibilité d'adopter des actes non législatifs. Le vice-président Amato a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une nouveauté et que de tels actes non législatifs mais directement applicables existent déjà dans l'Union européenne.

L'établissement d'une nouvelle catégorie d'actes délégués a fait l'objet d'un large consensus. De nombreux conventionnels en ont souligné l'utilité. En ce qui concerne la nature de ce type d'acte, quelques conventionnels ont défendu leur caractère non-législatif tandis que d'autres préféreraient qu'il revête une nature législative. La question de savoir si l'acte délégué peut modifier ou/et développer l'acte législatif est liée à ces différentes conceptions.

S'agissant des conditions d'application de l'acte délégué, plusieurs conventionnels ont insisté pour que le pouvoir de révocation puisse être exercé par le Conseil et le Parlement indépendamment l'un de l'autre.

En ce qui concerne les actes d'exécution, certains conventionnels ont insisté sur le principe, affirmé dans l'article 28, selon lequel les actes juridiquement obligatoires de l'Union sont en général mis en

œuvre par les États membres et seulement par voie d'exception par la Commission et, le cas échéant, par le Conseil. Quelques intervenants se sont opposés à l'application de la procédure législative pour l'adoption des modalités de contrôle des actes d'exécution. D'autres souhaiteraient simplifier, voire supprimer, le système de comitologie actuel.

Conclusions du Président

Dans ses conclusions le Président a indiqué que considérées dans leur ensemble les interventions des conventionnels confirment l'approche générale choisie par le Praesidium en y apportant cependant des remarques souvent très pertinentes. Il en a souligné les suivantes :

- La simplification envisagée, et surtout la proposition de distinguer entre des actes législatifs et des actes non législatifs, a été bien accueillie. Le Praesidium tiendra compte des propositions qui peuvent compléter, voire améliorer, son projet.
- Le catalogue des instruments semble être bien accepté, bien que certains proposent d'y ajouter un nouvel instrument, la loi organique, qui serait consacré aux questions d'ordre constitutionnel.
- La règle générale d'adoption des actes législatifs conformément à la procédure législative fait l'objet d'un large consensus. En revanche, le fait de prévoir des exceptions à cette règle a soulevé des inquiétudes. Le Président a rappelé à ce propos que l'intention du Praesidium a toujours été de spécifier ces cas exceptionnels lors des travaux sur la partie II de la Constitution lorsque les bases juridiques qui concernent les politiques de l'Union seront examinées.
- L'un des éléments les plus novateurs du projet du Praesidium était l'acte délégué qui a été très bien reçu.
- Les modalités de contrôle des actes d'exécution et la procédure prévue pour les adopter ont fait l'objet de beaucoup d'interventions qui sont quelque peu contradictoires entre elles. Certains conventionnels voudraient rétablir la procédure actuelle (décision du Conseil à l'unanimité après avis du Parlement), d'autres visent plutôt à simplifier, voire à supprimer, le système de comitologie actuel. Le Président a rappelé qu'en réalité, les procédures dites de comitologie relèvent du droit dérivé et non de la Constitution.

- Plusieurs conventionnels se sont exprimé sur les articles 29, 30 et 31 qui concernent les particularités dans les domaines de la PESC, de la politique de défense et de l'actuel troisième pilier. Là aussi il y a des contradictions: certains ne veulent pas que des particularités soient prévues pour ces politiques surtout en ce qui concerne la politique en matière de police et de justice dans le domaine pénal; d'autres ne souhaitant pas que ces politiques soient mentionnées dans ce titre V par crainte, précisément, qu'elles perdent leurs spécificités. La décision sur le maintien et le contenu des articles 29-31 doit être prise en fonction des travaux sur le contenu de la Partie II.

Le Président a conclu en indiquant que le Praesidium reverra avec le plus grand soin cette matière à la lumière des amendements et des commentaires exprimés.

3 Débat sur le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (doc CONV 579/02)

Le Président souligne que la proposition du Praesidium a dans l'ensemble reçu un accueil favorable ainsi que l'indique la note de synthèse (doc CONV 610/1/03) établie par le Secrétariat. De nombreux Conventionnels n'ont d'ailleurs pas formulé d'observations ou de remarques. Le débat entre Conventionnels se concentre autour des points suivants :

Le délai à accorder aux Parlements nationaux :

De nombreux Conventionnels plaident pour que la procédure d'examen, y compris au plan technique, de la proposition législative de la Commission ne soit engagée, sauf en cas d'urgence, ni par le Conseil ni par le Parlement au cours du délai de six semaines qui suit la transmission aux Parlements nationaux de la proposition de la Commission. D'autres Conventionnels font valoir que le processus législatif, souvent déjà jugé trop long, en serait fortement ralenti en contradiction avec les conclusions du groupe de travail selon lesquelles le mécanisme envisagé ne devait ni ralentir, ni bloquer la procédure législative.

La notion de Parlement national :

De nombreux Conventionnels proposent que chacune des deux chambres dans les États qui disposent d'un régime bicaméral puisse activer directement le "mécanisme d'alerte précoce". Ils font valoir que dans les États qui connaissent le bicamérisme, la seconde chambre représente et exprime souvent des intérêts différents de ceux de la première.

Un certain nombre de Conventionnels ont avancé une solution de compromis afin de progresser et de ne pas pénaliser les États membres dont les Parlements sont mono-caméraux. Selon cette proposition, lors du calcul du seuil d'un tiers, les avis motivés exprimés par les Parlements mono-caméraux se verraient attribuer deux voix contre une pour les avis adressés par chacune des chambres des États bicaméraux. Cette proposition a été dans l'ensemble bien reçue.

Mécanisme d'alerte précoce :

Le seuil d'un tiers est généralement bien accueilli. Toutefois plusieurs Conventionnels demandent qu'il soit porté à deux tiers. D'autres suggèrent qu'il soit abaissé à un quart afin de renforcer le pouvoir des Parlements nationaux.

Un autre groupe suggère l'introduction, en sus du seuil d'un tiers, d'un second seuil de deux tiers qui, s'il était franchi, conduirait au retrait de la proposition de la Commission ou à l'abandon de l'examen législatif par le Conseil et le Parlement. Cette suggestion est contestée. De nombreux Conventionnels prennent position contre cette proposition considérant qu'un mécanisme de "veto" ne serait pas acceptable et contreviendrait à l'autonomie de décision des instances européennes. Ils font également valoir que sur le plan politique, une opposition des deux tiers des Parlements nationaux conduirait nécessairement à un rejet au Conseil et/ou au Parlement de la proposition de la Commission.

Le comité de conciliation :

Un grand nombre de Conventionnels émettent des doutes sur l'opportunité d'ouvrir une seconde possibilité de mettre en œuvre le "mécanisme d'alerte précoce" à l'occasion de la convocation du comité de conciliation. Ils s'interrogent sur le fonctionnement pratique de cette disposition faisant

valoir que le délai entre la convocation du comité et sa tenue est parfois très bref. Ils suggèrent que ce point soit retiré.

Le mécanisme de recours devant la CJCE :

Deux points distincts sont abordés :

- la saisine directe par les Parlements nationaux : de nombreux Conventionnels ont suggéré que les Parlements puissent saisir directement la CJCE sans devoir passer par leur État membre. D'autres s'opposent à une telle solution, faisant valoir qu'il convient de réserver aux États membres le monopole de représentation devant la Cour ;
- le traitement des régions à pouvoirs législatifs : de nombreux Conventionnels insistent pour que les régions à pouvoirs législatifs puissent également, soit directement, soit indirectement, intervenir auprès de la CJCE en cas de violation du principe de subsidiarité.

Les dispositions relatives au Comité des Régions :

Certains Conventionnels, notamment les observateurs membres du CdR, souhaitent que les pouvoirs du Comité des Régions en matière de contrôle de subsidiarité soient étendus et alignés sur ceux des Parlements nationaux. D'autres, s'interrogent sur le bien-fondé de son intervention.

Conclusions du Président

Le Président :

- relève qu'il existe une forte demande, en particulier dans les contributions écrites, afin que les Parlements nationaux soient destinataires, à l'instar du Parlement européen et du Conseil, du rapport annuel de la Commission sur la subsidiarité. Ce point ne paraît pas soulever de difficultés et devrait recevoir une réponse positive,
- constate que, bien que des avis divergeants aient été exprimés, la fixation à un seuil d'un tiers des Parlements nationaux paraît être un point d'équilibre susceptible de recueillir le consensus.

- indique que la proposition d'instaurer, en sus du mécanisme proposé d'alerte précoce, un mécanisme de "carton rouge" ou de veto dans l'hypothèse où le seuil de 2/3 des Parlements nationaux serait franchi, a suscité de fortes oppositions. Elle ne lui paraît pas de nature à favoriser le consensus.
- constate, s'agissant du traitement à accorder aux Parlements bicaméraux, que la proposition défendue par plusieurs Conventionnels d'attribuer, pour le calcul du seuil, deux voix aux Parlements mono-caméraux et une voix à chacune des chambres des Parlements bicaméraux a reçu un accueil positif. Elle paraît en mesure de répondre à la demande exprimée avec force de permettre aux secondes chambres de participer au mécanisme d'alerte précoce sans toutefois remettre en cause l'organisation interne de chaque État et sans désavantager les États membres dont le Parlement n'est composé que d'une seule chambre. Il lui semble donc que cette suggestion ingénieuse mériterait d'être explorée davantage par le Praesidium.
- indique que le Praesidium devra également réfléchir à la façon de prendre en compte le rôle des régions à pouvoir législatif.
- note enfin que la proposition d'ouvrir, au moment du comité de conciliation, une nouvelle possibilité pour les Parlements nationaux a souvent été contestée, notamment parce qu'elle était mal comprise. Le Praesidium devra y revenir afin, très probablement, de reconsidérer cette suggestion ou de la préciser davantage.

3 (2) Débat sur le protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne(doc CONV 579/02)

Le Président introduit la discussion, en rappelant que quatre thèmes principaux émergent lors de l'analyse des 41 propositions d'amendements reçues concernant le projet de protocole sur le rôle des parlements nationaux (doc CONV 579/02). Ces thèmes portent sur: la façon dont le rôle des

parlements nationaux est reflété dans le protocole, l'étendue de l'information transmise aux parlements nationaux, la fixation de délais, notamment pour la transmission des documents aux parlements, et la coopération interparlementaire.

Le débat concernant le protocole a largement été centré autour de ces thèmes. L'approche globale du protocole n'a pas été mise en question. Quelques membres ont suggéré que le protocole sur les Parlements nationaux pourrait être fusionné avec celui sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité en raison des liens étroits entre les sujets.

La façon dont le rôle des parlements nationaux est reflété dans le protocole:

Certains membres ont souligné l'importance de mettre mieux en évidence le rôle des parlements nationaux, et le fait que leur implication rapprochera davantage l'Union des citoyens. Un membre a proposé un amendement portant sur l'inscription d'une référence aux «orientations de Copenhague» (adoptées par la COSAC) dans le texte du protocole. Certains ont souligné que l'influence des parlements passe surtout par le contrôle politique qu'ils exercent sur l'action de leurs propres gouvernements, et qu'un meilleur et plus rapide accès à des informations devrait faciliter l'exercice de ce contrôle. Un membre a constaté que les parlements nationaux devraient exploiter pleinement les possibilités existantes selon les dispositions des Constitutions nationales.

Certains ont plaidé pour l'organisation d'un débat annuel autour du programme de travail de la Commission, ou sur les grandes orientations de l'Union, dans chacun des parlements nationaux des États membres. Quelques membres ont estimé que les parlements nationaux devraient pouvoir soumettre des avis sur la substance des propositions, y compris l'application du principe de la proportionnalité. Un membre a proposé que les parlements nationaux soient invités à se prononcer sur les projets d'actes de l'Union concernant les grandes orientations des politiques économiques et sociales.

L'étendue de l'information transmise aux parlements nationaux:

Plusieurs membres ont proposé qu'une référence explicite à l'envoi du programme annuel (législatif et de travail) de la Commission aux parlements soit ajouté, par exemple au premier paragraphe. Un

membre a proposé que le programme soit présenté aux parlements nationaux en même temps qu'au Parlement européen. Un membre était de l'avis qu'il devrait revenir au Conseil de transmettre des propositions législatives (par. 4 du protocole), et non pas à la Commission. Un membre a exprimé le souhait que le Conseil transmette également des comptes-rendus des débats aux parlements nationaux (par. 5 du protocole).

Les délais, notamment pour la transmission des documents aux parlements:

Plusieurs membres ont souhaité renforcer le texte du paragraphe 4 du protocole, qui évoque le délai de six semaines qui doit s'écouler entre la mise à disposition par la Commission d'une proposition et la date à laquelle elle est inscrite à l'ordre du jour du Conseil en vue de son adoption ou l'adoption d'une position dans le cadre de la procédure législative. Ils ont proposé d'inscrire une disposition supplémentaire, telle que proposée par le Groupe de travail IV, selon laquelle aucun accord, même préliminaire, ne pourrait intervenir au sein des instances du Conseil (Groupes de travail et Coreper) pendant cette période. Certains ont proposé d'inscrire un délai ferme de dix jours entre les délibérations de Coreper et la réunion du Conseil à laquelle serait discutée la proposition. D'autres ont rejeté ces propositions et souligné l'importance de ne pas alourdir le système en ajoutant de telles contraintes.

La coopération interparlementaire:

Certains membres ont souhaité que le texte du paragraphe 8 du protocole soit rédigé d'une façon plus dynamique, pour dire que le Parlement européen et les parlements nationaux devraient encourager ou promouvoir la coopération (plutôt que « d'examiner » comment la promouvoir) interparlementaire. Certains ont souligné l'importance des rencontres régulières entre parlementaires européens et nationaux, sans la création de nouvelles institutions. Un conventionnel a proposé que la Convention revienne sur cette question lors de la discussion sur le Titre VI, "la Vie démocratique de l'Union". Un membre a fait référence à un amendement selon lequel le Parlement européen devrait consulter la COSAC concernant la promotion de la coopération interparlementaire.

Plusieurs ont exprimé le souhait que le rôle de la COSAC soit renforcé, en indiquant clairement que cet organe ne devrait cependant pas devenir une nouvelle institution, et ont souhaité que le texte du

protocole soit plus explicite la concernant. Le rôle de la COSAC en tant que point de coordination et de débat entre parlements nationaux a été souligné. Quelques membres ont estimé qu'en dépit des discussions de réforme en cours, la COSAC ne remplissait pas encore pleinement son rôle, qui devrait aller au-delà de l'échange des informations et de bonnes pratiques. Un membre a souhaité inscrire dans le protocole la possibilité du Conseil de saisir la COSAC sur des textes spécifiques.

L'idée a été mentionnée d'insérer dans le protocole l'organisation d'une semaine européenne chaque année, simultanément dans les parlements nationaux et avec l'implication des membres du Parlement européen. Un conventionnel était de l'avis qu'il conviendrait également de souligner l'importance de la coopération bilatérale entre parlements.

Conclusions du Président:

- a constaté que l'approche du protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne n'a pas, dans son ensemble, été mis en question. Il a également constaté qu'il n'y a pas de demandes de plus d'implication institutionnelle des parlements nationaux. Plusieurs membres proposent cependant d'ajouter au protocole d'autres missions ou actions, telles que le droit d'émettre des avis sur la substance des propositions législatives en plus de la subsidiarité et l'organisation de débats annuels sur le programme de travail de la Commission, les grandes orientations de l'Union ou les orientations politiques économiques et sociales;
- a constaté diverses propositions concernant des ajouts de catégories d'informations supplémentaires que devraient recevoir les parlements directement de la part des institutions de l'Union. Il a constaté un accord pour inscrire plus clairement une référence au programme annuel de la Commission. Il a cependant remarqué qu'il faudrait trouver un bon équilibre, afin de transmettre des informations importantes et ne pas inonder les parlements nationaux sans discernement;
- a remarqué que le vrai problème résidait dans la question de la définition des délais et qu'il faudrait approfondir encore cette question, afin de déterminer si des restrictions supplémentaires concernant les activités des institutions pendant ces délais ne seraient pas nécessaires afin de permettre aux parlements nationaux de disposer de plus de temps pour réagir;

- a indiqué que la question de la coopération interparlementaire devrait être discutée à nouveau dans le cadre de l'examen des propositions concernant le système institutionnel de l'Union et sa vie démocratique. La question était de savoir s'il faudrait instaurer un lieu de rencontre interparlementaire, sur le modèle de la Convention européenne.

4 Divers - communication du Praesidium

présentation du rapport du groupe d'experts des services juridiques des Institutions (partie II de la constitution).

Le président rappelle que le Praesidium en date du 29 janvier est convenu de demander aux services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission une assistance pour l'adaptation technique de la partie II du traité.

Il présente le résultat de ces travaux contenus dans le document CONV 618/03 en précisant que le texte établi par les experts juridiques n'est qu'un document de base destiné à assister la Convention dans l'élaboration de la 2ème partie.

Session plénière lundi 17 et mercredi 18 mars 2003

LISTE DES ORATEURS

suivant l'ordre des interventions

*Lundi 17 mars***2. Débat sur le projet d'articles 24 et suivants (doc. CONV 571/03 et 609/03)**

M. Giuliano AMATO - Vice-président
 M. Ernâni LOPES - Portugal (Gouvernement)
 M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen
 M. Dimitrij RUPEL - Slovénie (Gouvernement)
 M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)
 Mme Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
 Mme Lena HJELM-WALLEN - Suède (Gouvernement)
 M. Jozef OLEKSY - Pologne (Parlement)
 M. Henning CHRISTOPHERSEN - Danemark (Gouvernement)
 M. Klaus HÄNSCH - Parlement européen
 Mme Marietta GIANNAKOU - Grèce (Parlement)
 M. Antonio VITORINO - Commission
 M. Johannes VOGGENHUBER - Parlement européen
 M. Tunne KELAM - Estonie (Parlement)
 M. Andrew DUFF - Parlement européen
(Cartons bleu: Baroness Scotland of Asthal, Rack, Berès, Bonde, Duff)
 Mme Lenka ROVNA - Rep. Tchèque (Gouvernement)
 M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
 M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
 M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)
 M. David HEATHCOAT-AMORY - Royaume Uni (Parlement)
 M. Péter BALÁZS - Hongrie (Gouvernement)
 M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)
 M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)
 Mme Pascale ANDREANI - France (Gouvernement)
 Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
 Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)
 M. Antonio TAJANI - Parlement européen
 M. Pierre CHEVALIER - Belgique (Gouvernement)
 M. Alfonso DASTIS - Espagne (Gouvernement)
(Cartons bleu : Paciotti, Lennmarker, Duff, Fayot, Barnier, Tomlinson, Du Grandrut, Van Lancker)
 M. Jelko KACIN - Slovénie (Parlement)
 M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)
 Baroness Scotland of Asthal - Royaume Uni (Gouvernement)
 M. Wolfgang GERHARDS - Allemagne (Parlement)
 M. Carlos CARNERO - Parlement européen
 M. Bobby McDONAGH - Irlande (Gouvernement)

M. Rihards PIKS - Lettonie (Parlement)
 M. Elmar BROK - Parlement européen
 M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
 M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen
 M. George JACOBS - Partenaires sociaux
 M. Soren LEKBERG - Suède (Parlement)
 M. Hans-Martin BURY - Allemagne (Gouvernement)
(Cartons bleu : Duff, Muscardini, d'Oliveira Martins, MacCormick)
 Mme Riitta KORHONEN - Finlande (Parlement)
 M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement)
 M. Emilio GABAGLIO - Partenaires sociaux
 M. Roberts ZILE - Lettonie (Gouvernement)
 M. Valdo SPINI - Italie (Parlement)
 Mme Maria BERGER - Parlement européen
 M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)
 Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
 Mme Sylvia-Yvonne KAUFMANN - Parlement européen
 M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement)
 Mme Elena PACIOTTI - Parlement européen
(Cartons bleu : MacLennan of Rogart, Van Eekelen, Heathcoat-Amory)

Mardi 18 mars

3. Débat sur:

- **le projet de protocole sur la subsidiarité et la proportionnalité
(doc. CONV 579/03, 610/03)**

M. Valéry GISCARD d'ESTAING - Président
 M. René VAN DER LINDEN - Pays Bas (Parlement)
 M. Louis MICHEL - Belgique (Gouvernement)
 Mme Gisela STUART - Royaume Uni (Parlement)
 M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)
 M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)
 M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)
 Baroness Scotland of Asthal - Royaume Uni (Gouvernement)
 M. Hubert HAENEL - France (Parlement)
 Mr. Juraj MIGAS - Rép. Slovaque (Gouvernement)
(Cartons bleu : Di Rupo, Tusek, Dini, Dybkjaer, Andriukaitis, Dastis)
 Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
 M. Frans TIMMERMANS - Pays Bas (Parlement)
 M. Michel BARNIER - Commission
(Cartons bleu : Haenel, Duff, Bonde)
 M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)
 M. Pierre LEQUILLER - France (Parlement)
 M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
 M. Andrew DUFF - Parlement européen
 M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
 Mme Linda McAVAN - Parlement européen

M. Jan FIGEL - Rép. Slovaque (Parlement)
 M. Gijls DE VRIES - Pays Bas (Gouvernement)
 M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)
 M. Jan ZAHRADIL - Rép. Tchèque (Parlement)
 M. Jozef OLEKSY - Pologne (Parlement)
 M. Poul SCHLÜTER - Danemark (Gouvernement)
 M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen
 M. Hans Martin BURY - Allemagne (Gouvernement)
 M. Timothy KIRKHOPE - Parlement européen
 M. Ernâni LOPES - Portugal (Gouvernement)
 Mme Riitta KORHONEN - Finlande (Parlement)
 M. Wolfgang GERHARDS - Allemagne (Parlement)
 M. Josep BORRELL - Espagne (Parlement)
 M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement)
 M. Soren LEKBERG - Suède (Parlement)
 M. Guntars KRASTIS - Lettonie (Parlement)
 Mme Pervenche BERES - Parlement européen
 M. Neil MacCORMICK - Parlement européen
 Mme Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
 M. Mihael BREJC - Slovénie (Parlement)
 M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)
(Carton bleu: Stuart)
 M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
 M. Pat CAREY - Irlande (Parlement)
 M. Reinhard BÖSCH - Autriche (Parlement)
 M. Danny PIETERS - Belgique (Parlement)

Débat sur:

- **le projet de protocole sur le rôle des parlements nationaux**
(doc. CONV 579/03, 611/03)

M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
 M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)
 M. Alexandre ATHANASIU - Roumanie (Parlement)
 M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
 M. Hubert HAENEL - France (Parlement)
 Mme Pervenche BERES - Parlement européen
 M. Costantin ENE - Roumanie (Gouvernement)
 M. Elmar BROK - Parlement européen
(Cartons bleu: Lennmarker, Andreani)
 M. Jos CHABERT - Comité des régions
 Mme Claude DU GRANDRUT - Comité des régions
 M. Iñigo MENDEZ DE VIGO - Parlement européen
 M. George PAPANDREOU - Grèce (Gouvernement)